

Unité bidépartementale Eure Orne
1 av. Maréchal Foch
CS50021
27020 Evreux
ubdeo.DREAL-normandie@developpement-durable.gouv.fr

Évreux, le 20/03/2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Partie nominative

APLIFIL

Zone Industrielle de l'Arquerie
Route de Bernay
27270 Broglie

Affaire suivie par : Nathalie HENRION
Téléphone : 0232296250
Courriel : nathalie.henrion@developpement-durable.gouv.fr
Références : UBDEO/ERC/25/78
Code AIOT : 0005800614

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 26/02/2025 de l'établissement APLIFIL implanté Zone Industrielle de l'Arquerie Route de Bernay 27270 Broglie. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- Nathalie HENRION, Unité bidépartementale Eure Orne, Equipe risques chroniques, inspectrice de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

M. PILET : nouveau directeur de site

Mme JEANNETTE : ancienne directrice de site

M. LEON : responsable traitement de surfaces

Le courriel d'échange avec l'administration est w.pilet@califil.com.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspectrice de l'environnement	Le chef de l'équipe risques chroniques	Chef de l'unité bidépartementale Eure Orne
Validé le 18/03/2025 à 09:14:00 Nathalie HENRION	Validé le 18/03/2025 à 16:30:00 Aurélien DURAND	Validé le 20/03/2025 à 08:13:00 Frédéric POULEAU

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 26/02/2025 de l'établissement APLIFIL implanté Zone Industrielle de l'Arquerie Route de Bernay 27270 Broglie, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Limites d'intervention du contrôle des installations électriques** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019 article : 17
- **Chauffage des locaux** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019 article : 17
- **Détection incendie atelier de traitement de surfaces** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019 article : 19

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai.

Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Au regard des constats, il est nécessaire de fournir les **justificatifs** prouvant le respect de la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Chauffage des locaux** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019 article : 17
- **Zonage ATEX et adéquation du matériel** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019 article : 16

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Unité bidépartementale Eure Orne
1 av. Maréchal Foch
CS50021
27020 Evreux

Évreux, le 20/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

APLIFIL

Zone Industrielle de l'Arquerie
Route de Bernay
27270 Broglie

Références : UBDEO/ERC/25/78
Code AIOT : 0005800614

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement APLIFIL implanté Zone Industrielle de l'Arquerie Route de Bernay 27270 Broglie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les thèmes de cette inspection sont les suivants :

- contrôle des installations électriques et de chauffage de l'atelier de traitement de surfaces,
- respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 mars 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APLIFIL
- Zone Industrielle de l'Arquerie Route de Bernay 27270 Broglie
- Code AIOT : 0005800614
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est spécialisé dans l'industrialisation de pièces métalliques par travail mécanique des métaux et traitement de surfaces (volume total de bains inférieur à 30 m³, qui pour mémoire, est le seuil de classement IED).

Administrativement, la société APLIFIL dispose de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31/08/90. La rubrique principale de la nomenclature des installations classées en lien avec son activité est la 2565 (Traitement de surfaces) pour laquelle elle relève du régime de l'enregistrement.

L'exploitant se doit donc de respecter notamment les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Limites d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	Demande d'action corrective	10 mois
5	Chauffage des locaux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 16	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Détection incendie atelier de traitement de surfaces	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	Sans objet
3	Plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	Sans objet
4	Respect mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 08/03/2023, article 1	Sans objet
7	Visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant fait procéder aux contrôles de vérifications périodiques de ses installations électriques en respectant la fréquence annuelle.

Les observations prioritaires reprises dans le Certificat Q18 de janvier 2025 ont été réparées et levées par un second passage en février 2025 de la société BUREAU VERITAS.

Ainsi, l'observation récurrente depuis 2017 qui concernait l'armoire électrique de commande de la chaîne de traitement de surfaces nickel-chrome et qui faisait l'objet d'une des non-conformités relevées dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 mars 2023 est dorénavant levée. Les autres non-conformités avaient été précédemment levées lors de la visite d'inspection du 25/10/23.

Par conséquent, les prescriptions reprises dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 mars 2023 sont dorénavant respectées. La mise en demeure du 8 mars 2023 cesse donc de produire effet.

Suite à l'analyse des rapports de vérification périodique des installations électriques, l'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur les limites d'intervention qui ne garantissent plus le caractère complet du contrôle des installations électriques et ce, malgré le fait qu'il soit mentionné dans le Q18 que la vérification a consisté en une vérification complète.

Par voie de conséquence, les conclusions du Q18 ne sont plus représentatives de l'état de l'ensemble des installations électriques du site.

Il est demandé à l'exploitant d'analyser la pertinence de chaque limite d'intervention et d'y remédier avant la prochaine vérification périodique qui devra être à réaliser sous 10 mois au plus tard.

Concernant l'ATEX, il est demandé à l'exploitant de fournir sous 1 mois un plan d'action permettant la détermination des zones à risque d'explosion dans son établissement.

En cas de présence d'une telle zone, un audit d'adéquation des installations électriques vis-à-vis des exigences de la réglementation ATEX sera à réaliser et un DRPCE sera à constituer.

Concernant le chauffage de l'atelier de traitement de surface qui est réalisé par un générateur d'air chaud fonctionnant au gaz naturel de type SOLARONICS MAKE UP AIR localisé dans l'atelier sur un

châssis en hauteur (sous toiture), ce système de chauffage n'étant pas réalisé par un générateur thermique eau chaude ou vapeur, il est par conséquent demandé à l'exploitant de démontrer que son installation au gaz présente un degré de sécurité équivalent. De plus, l'exploitant devra mettre en place un contrat de maintenance auprès d'une société spécialisée dans le contrôle et l'entretien de ces installations.

Il est demandé à l'exploitant de fournir sous 1 mois un plan d'action lui permettant de :

- démontrer que l'installation de chauffage au gaz de l'atelier de traitement de surfaces présente un degré de sécurité équivalent à une installation à eau chaude ou vapeur.
- mettre en place un contrat de maintenance auprès d'une société spécialisée dans le contrôle et l'entretien de cette installation.

Enfin, il est demandé à l'exploitant de faire procéder sous 1 mois aux vérifications de maintenance et aux tests annuels de son dispositif de détection incendie de l'atelier de traitement de surfaces.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périodicité du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : <i>Article 17 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 Installations électriques, éclairage et chauffage. [...] II. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 (version de juin 2015) permettent de répondre aux exigences. Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments le justifiant. III. Le contrôle des installations électriques prévu au II est au moins annuel. Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds. [...]</i>
Constats : L'exploitant a présenté les 2 derniers rapports annuels de vérification des installations électriques : <ul style="list-style-type: none">- Le rapport de 2024 est réalisé par la société BUREAU VERITAS (référence 7810669/1.30.1.P), il concerne l'intervention sur site du 26/01/24.- Le rapport de 2025 est réalisé également par la société BUREAU VERITAS (référence 7810669/1.31.1.P), il concerne l'intervention sur site du 15/01/25. La périodicité annuelle des contrôles est par conséquent respectée.

Le site disposant d'une installation de traitement de surfaces, l'exploitant se doit de faire procéder à une détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouge ou par tout autre dispositif équivalent selon la prescription de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux installations de traitement de surfaces relevant du régime de l'enregistrement. À noter que cette disposition est applicable à compter du 21/03/23.

Pour répondre à cette prescription, l'exploitant a présenté les derniers rapports d'examen des installations électriques par thermographie infrarouge de la société ACTEMIUM datés des 06/09/22 et 26/09/24.

L'exploitant a également présenté le compte-rendu de vérification périodique Q18 établi par la société BUREAU VERITAS pour 2025.

Par conséquent, concernant le respect des fréquences de contrôle des installations électriques, il s'avère que :

- l'exploitant respecte la fréquence annuelle pour le contrôle périodique des installations électriques,
- l'exploitant a omis de procéder au contrôle annuel par thermographie infrarouge de ses installations électriques en 2023.

Il est rappelé à l'exploitant que conformément à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 modifié, la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouge ou par tout autre dispositif équivalent est à réaliser annuellement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Limites d'intervention du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

*Article 17 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019
Installations électriques, éclairage et chauffage.*

[...]

II. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 (version de juin 2015) permettent de répondre aux exigences. Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments le justifiant.

[...]

Constats :

Le rapport de vérification périodique de BUREAU VERITAS de 2025 comporte des limites d'intervention.

Ces limites d'intervention portent notamment sur :

- Les documents nécessaires à la vérification : BUREAU VERITAS dans son tableau de la page 12 mentionne qu'aucun document n'est transmis à l'opérateur, à savoir notamment les plans de masse à l'échelle, le plan des locaux à risques particuliers, les cahiers de prescriptions techniques, les schémas unifilaires des installations, les carnets de câbles, les notes de calcul et l'effectif maximal des différents locaux dont la connaissance est nécessaire pour l'éclairage de sécurité.

- Les conditions de mise hors tension en Haute Tension : BUREAU VERITAS indique que du fait des impératifs d'exploitation, l'exploitant n'a pas effectué la mise hors tension des installations en Haute Tension. De ce fait, il n'a pu être vérifié l'état interne des appareillages HT et des dispositifs de verrouillage associés.

- Les éléments de l'installation non vérifiables : BUREAU VERITAS liste sur 2 pages les installations qui n'ont pas été vérifiées en précisant la raison.

L'inspection note également que concernant l'installation Haute Tension, BUREAU VERITAS précise que les cellules ont été changées en 2023 et que par conséquent ces nouvelles installations doivent faire l'objet d'une vérification initiale.

L'exploitant déclare en séance qu'en aucun cas l'opérateur de la société BUREAU VERITAS lui a fait connaître au cours de sa mission que des éléments manquant ne lui permettaient pas de faire son contrôle dans les règles de l'art.

Le certificat Q18 de 2025 basé sur ce même rapport de vérification périodique mentionne pourtant, quant à lui, que la vérification a consisté en une vérification complète des installations électriques de l'ensemble de l'établissement.

Suite à l'analyse des documents, l'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur les limites d'intervention qui ne garantissent plus le caractère complet du contrôle des installations électriques et ce, malgré le fait qu'il soit mentionné dans le Q18 que la vérification a consisté en une vérification complète.

Par voie de conséquence, les conclusions du Q18 ne sont plus représentatives de l'état de l'ensemble des installations électriques du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'analyser la pertinence de chaque limite d'intervention et d'y remédier avant la prochaine vérification périodique qui devra être à réaliser sous 10 mois au plus tard.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 10 mois

N° 3 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Article 17 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019</i> <i>Installations électriques, éclairage et chauffage.</i></p> <p>[...]</p> <p><i>II. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 (version de juin 2015) permettent de répondre aux exigences.</i></p> <p><i>III. Le contrôle des installations électriques prévu au II est au moins annuel.</i> <i>Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de vérification périodique des installations électriques du 17/01/25 fait état de 26 observations dont 9 marquées comme récurrentes. Parmi les 26 observations, 16 concernent l'atelier de traitement de surfaces dont 6 sont notées récurrentes.</p> <p>Le certificat Q18 établi sur la base de cette vérification des installations électriques du 17/01/25 reprend 9 observations (8 nouvelles et 1 récurrente) dont 5 concernent l'atelier de traitement de surfaces (4 nouvelles et 1 récurrente) et mentionne donc que l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>Questionné sur son plan d'action pour procéder aux réparations des installations faisant l'objet d'observations par BUREAU VERITAS, l'exploitant a déclaré avoir mandaté la société ACTEMIUM pour réaliser les travaux (présentation en séance du bon de commande signé et daté du 24/01/25).</p> <p>Suite à ces travaux de réparation, l'exploitant a sollicité à nouveau BUREAU VERITAS pour établir un rapport de levée de réserves. BUREAU VERITAS a donc réalisé une seconde intervention le 04/02/25 donc le rapport est référencé 7810669/8.1.1.LR. Il fait état de 17 observations non levées et 9 observations levées qui correspondent à celles reprises dans le certificat Q18. L'exploitant a donc fait réparer les 9 observations prioritaires qui présentaient un risque d'incendie et d'explosion.</p> <p>L'inspection a déclaré en séance tenir un suivi informatique des réparations dans son registre de maintenance.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que dans les observations prioritaires à réparer rapidement sont également à ajouter celles issues du rapport d'examen des installations électriques par thermographie infrarouge (ce point n'a pas été contrôlé lors de la visite).</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/03/2023, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° UBDEO/ERC/23/12 du 8 mars 2023.
Article 1

La société APLIFIL exploitant une installation de traitement de surfaces, sise Zone Industrielle de l'Arquerie, route de Bernay 27270 Broglie, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 17, 54 et 20-III de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 en :

Sous un délai de 2 mois :

- Procédant aux travaux de réparation électriques des observations soulevées dans l'atelier de traitement de surfaces lors du dernier contrôle périodique annuel (article 17 de l'arrêté ministériel précité),*
- Réparant les dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage des cuves de l'atelier de traitement de surfaces (article 54 de l'arrêté ministériel précité),*

Sous un délai de 6 mois :

- Mettant en place un dispositif permettant de collecter les eaux d'extinction d'un incendie de l'atelier de traitement de surfaces (article 20-III de l'arrêté ministériel précité).*

Constats :

À noter que l'inspection a constaté lors de l'inspection du 25/10/23 que l'exploitant avait remplacé les sondes de détection de niveau de liquide des bacs et que le confinement des eaux d'extinction d'incendie était dorénavant assuré par des batardeaux au droit des ouvrants du bâtiment de traitement de surfaces.

Néanmoins, les installations électriques du bâtiment traitement de surfaces pouvant toujours entraîner des risques d'incendie et d'explosion d'après la société BUREAU VERITAS dans son rapport de 2023, la situation n'était donc pas régularisée. La mise en demeure du 8 mars 2023 ne cessait donc pas de produire effet.

Comme indiqué dans la fiche de constat N°3, d'après le rapport de levée de réserve de BUREAU VERITAS référencé 7810669/8.1.1.LR concernant l'intervention sur site du 04/02/25, 9 observations ont été levées qui correspondent à celles reprises dans le certificat Q18. L'exploitant a donc fait réparer les 9 observations prioritaires qui présentaient un risque d'incendie et d'explosion.

Par conséquent, suite à ce dernier constat, les prescriptions reprises dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 mars 2023 sont dorénavant respectées. La mise en demeure du 8 mars 2023 cesse donc de produire effet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Chauffage des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Chauffage atelier de traitement de surfaces
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Article 17 de l'arrêté du 9 avril 2019 (Arrêté du 20 avril 2023, article 2 et annexe II 5°) Installations électriques, éclairage et chauffage.</i></p> <p><i>I. [...] Le chauffage des locaux à risque incendie ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique, ou par tout autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré que l'atelier de traitement de surface est chauffé par un générateur d'air chaud fonctionnant au gaz naturel de type SOLARONICS MAKE UP AIR qui est localisé dans l'atelier sur un châssis en hauteur (sous toiture) (cf planche photographique). Ce système réchauffe l'air frais extérieur en mélangeant cet air aux produits de combustion du gaz naturel. Le chauffage de l'air est réalisé au moyen d'un brûleur, la pulsion de l'air réchauffé est effectuée par un ventilateur centrifuge qui pulse l'air au travers d'un conduit métallique comportant des ouvertures qui circule en sous-toiture dans tout l'atelier.</p> <p>Cf planche photographique en annexe du rapport.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de contrat d'entretien de cette installation par une entreprise spécialisée : c'est le service de maintenance de l'exploitant qui effectue l'entretien. Une vanne de coupure gaz est localisée à l'extérieur au droit du mur où est placé le générateur d'air chaud.</p> <p>Ce système de chauffage n'étant pas réalisé par un générateur thermique eau chaude ou vapeur, il est par conséquent demandé à l'exploitant de démontrer que son installation au gaz présente un degré de sécurité équivalent. De plus, l'exploitant devra mettre en place un contrat de maintenance auprès d'une société spécialisée dans le contrôle et l'entretien de ces installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir sous 1 mois un plan d'action lui permettant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - démontrer que l'installation de chauffage au gaz de l'atelier de traitement de surfaces présente un degré de sécurité équivalent à une installation à eau chaude ou vapeur. - mettre en place un contrat de maintenance auprès d'une société spécialisée dans le contrôle et l'entretien de cette installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : <i>Article 16 de l'arrêté du 9 avril 2019</i> <i>Matériels utilisables en atmosphères explosibles.</i> <i>Dans les parties de l'installation visées à l'article 10 (produits inflammables) et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.</i>
Constats : L'exploitant a déclaré ne pas avoir fait réaliser de détermination des zones à risque d'explosion (zonage ATEX) sur son site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de fournir sous 1 mois un plan d'action permettant la détermination des zones à risque d'explosion dans son établissement. En cas de présence d'une telle zone, un audit d'adéquation des installations électriques vis-à-vis des exigences de la réglementation ATEX sera à réaliser et un DRPCE sera à constituer.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Armoire à l'arrêt chaîne nickel-chrome traitement de surfaces
Prescription contrôlée : <u>Article 17 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019</u> <i>Installations électriques, éclairage et chauffage.</i> [...] <i>II. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 (version de juin 2015) permettent de répondre aux exigences.</i> <u>Arrêté préfectoral de mise en demeure n° UBDEO/ERC/23/12 du 8 mars 2023.</u>

<p><u>Article 1</u></p> <p><i>La société APLIFIL exploitant une installation de traitement de surfaces, sise Zone Industrielle de l'Arquerie, route de Bernay 27270 Broglie, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 17, 54 et 20-III de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 en :</i></p> <p><i>Sous un délai de 2 mois :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>• Procédant aux travaux de réparation électriques des observations soulevées dans l'atelier de traitement de surfaces lors du dernier contrôle périodique annuel (article 17 de l'arrêté ministériel précité),</i> <i>[...]</i>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection s'est rendue dans l'atelier de surfaces pour constater l'arrêt de l'armoire électrique (Observation récurrente n° JB/230117/103956/0 reprise dans les Q18 - 1^{er} signalement du 23/01/17 - armoire de l'ancienne chaîne nickel-chrome) qui faisait l'objet d'une non-conformité relevée dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 mars 2023.</p> <p>cf. planche photographique en annexe du présent rapport.</p> <p>L'armoire est effectivement à l'arrêt, le rapport BUREAU VERITAS du 04/02/25 de levée de réserve précise que ces équipements sont bien hors service et déposés.</p> <p>Par conséquent, cela confirme donc que la mise en demeure du 8 mars 2023 cesse de produire effet.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Détection incendie atelier de traitement de surfaces

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance et tests annuels des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 19 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 Systèmes de détection automatique.</p> <p><i>Un dispositif de détection d'incendie, dont l'objectif est notamment de prévenir les occupants pour qu'ils évacuent les lieux, est installé dans les locaux concernés en application des articles 11 et 14. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</i></p> <p><i>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence annuelle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection s'est rendue dans l'atelier de traitement de surfaces et a constaté dans le</p>

<p>Bureau/Laboratoire sur l'étiquette de la Centrale d'Alarme Incendie que la mise en service datait d'octobre 2023 et qu'aucun 1^{er} contrôle des vérifications de maintenance n'était inscrit. Par conséquent la fréquence annuelle des vérifications de maintenance n'est pas respectée. Néanmoins, l'affichage des diodes n'indique pas de défauts de secteur ou de batterie.</p> <p>cf. planche photographique en annexe du présent rapport.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de faire procéder sous 1 mois aux vérifications de maintenance et aux tests annuels de son dispositif de détection incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>